



## Compte rendu du CTPD du 11 avril 2011

Nous n'avons pas lu de déclaration liminaire à ce Comité considérant que celle consacrée au dernier CTPD du 29 mars 2011 conservait toute sa valeur concernant notamment les conditions de travail et l'emploi.

### L'ORDRE DU JOUR

- Organisation de la campagne IR 2011
- Budget 2010/2011
- Expérimentation de RIALTO investigation
- Bilan des ERR/ERD en 2010 et point d'étape pour 2011
- Questions diverses

### Organisation de la campagne IR 2011

Nous avons demandé que ce point soit examiné en CTPD et il est enfin à l'ordre du jour.

La note de campagne est arrivée beaucoup trop tardivement (vendredi 8 avril) pour préparer efficacement ce CTPD.

Nous avons au préalable consulté les agents acteurs de cette campagne qui s'annonce très difficile.

Les suppressions d'emplois accumulées depuis des années pèsent de plus en plus dans les services. La solution pour la DG, et c'est ce que nous redoutons, **c'est réduire la toile** : quand on n'a plus assez d'agents pour remplir les missions, on commence à sabrer dans les missions.

Réduction drastique des horaires d'ouverture sur Lorient et Vannes (fin de l'ouverture méridienne sur Vannes et ouverture sur Lorient à partir de la 2ème quinzaine de mai), volonté affichée de réduire l'aide aux contribuables, promouvoir la télé déclaration. **Le but est clair** : décourager les contribuables de venir dans les centres des impôts.

Même si la diminution des horaires d'ouverture au public permet de relâcher la pression sur les agents en cette période difficile, il faut être vigilant. L'accueil reste une de nos principales missions de service public et la 1ère cause de cette « réduction de voilure » ce sont bien les suppressions d'emplois. Ce sont les agents qui sont en 1ère ligne, quelle sera la réaction du public face à cette diminution ?

Et quelle sera la prochaine étape : diminution du contrôle fiscal, transfert de missions au secteur privé...? La plus grande vigilance s'impose. Sous couvert de simplification, c'est bien le recul du service public, et en particulier en milieu rural, qui est à l'ordre du jour !

Après ce préambule, la CGT est intervenue dans le débat sur les points suivants :

♦ **Les cellules CSP** seront fortement sollicitées pendant cette campagne : téléphone, réception du public et peut être saisie des déclarations en plus du travail quotidien. Les agents de cellule CSP

considèrent de plus en plus qu'ils servent de variable d'ajustement et que le contrôle, leur tâche première, attendra. D'ailleurs, pour la 1ère fois cette année, il n'y a pas d'objectifs chiffrés à LORIENT! Mais la Direction nous a quand même affirmé qu'elle sera attentive aux résultats chiffrés ...

♦ **Concernant les réceptions extérieures**, nous avons relayé la demande des agents de la trésorerie d'Hennebont concernant la présence d'un agent des impôts pendant une ou 2 journées. Nous avons interpellé la direction sur les moyens mis à la disposition des perceptions pour répondre aux questions des contribuables. En effet, une campagne de communication (encore une !) vantait les mérites du Guichet Fiscal Unique. Cette propagande risque d'engendrer un afflux de contribuables dans les postes comptables. La direction nous a répondu qu'il n'est rien demandé de plus que les autres années aux agents de ces postes. Ce n'est pas elle qui devra expliquer aux contribuables que les agents ne seront pas en mesure de répondre aux questions.

♦ Mise en place d'une permanence téléphonique avec, là aussi, réduction de la voilure avec moins de postes téléphoniques : 4 postes à LORIENT au lieu de 6 et 6 postes à VANNES au lieu de 9 (pas de pôle téléphonique à Auray mais les agents iront aider le pôle de Vannes).

♦ **Fin de la campagne** bizarrement le lundi 30 mai. Nous sommes intervenus pour dénoncer le fait que la campagne continue en fait après cette date et ce sont les collègues de la cellule CSP qui s'y colleront pour renseigner les internautes jusqu'au 23 juin !

♦ La **saisie** est donc prioritaire, mais nous sommes intervenus pour que la Direction rappelle aux agents, malgré les objectifs, qu'il doit y avoir des temps de pause et que les règles de bonne posture devant l'écran doivent être respectées : la Direction a proposé que l'**ACMO** fasse ce rappel dans

les services. « A partir du mois de mai 2011, la division des particuliers procédera à un suivi hebdomadaire et communiquera aux chefs de service l'avancement des travaux de tous les SIP » (page 10 de la note départementale) : pourquoi comparer et mettre en compétition les services ? Nous nous opposons à cette mise en compétition. C'est contre productif et infantilisant.

### **IL FAUT RELACHER LA PRESSION !**

♦ Dispositif SCOOP (renseignements par courriel) et référentiel Marianne (ex-PVFI) : Le Directeur maintient le délai de 48 heures au lieu des 5 jours préconisés par la DG. Encore une occasion loupée de relâcher la pression.

♦ Sur les **frais réels** et l'annonce du Premier Ministre : la notice n'est pas modifiée (donc erronée) mais la calculette le sera. Là encore, il faudra gérer l'afflux de demande de renseignements !

♦ Suppression de l'impôt drive à Lorient (tant mieux ! ) mais maintien du dispositif à VANNES.

♦ **L'accueil de la campagne IR à Lorient** commencera à 9h la seconde quinzaine de mai. Le bâtiment ouvre ses portes à 8h30. Nous nous interrogeons sur ce décalage en raison des difficultés qu'il risque de poser aux agents d'accueil. La direction va voir avec les chefs de service.

♦ Accord de la Direction pour la participation des cadres A ICE à la demi journée de formation aux nouveautés législatives.

**Nous pensons que la tenue de ce CTPD sur la préparation de la campagne IR (revendiqué par la CGT Finances Publiques) a été utile.**

Cependant, la direction ne semblait pas du même avis. Elle souhaitait en terminer au plus vite sur ce point, parfois en étant agressive dans ses réponses.

## BUDGET 2010/2011

La Direction nous avait préparé un long exposé sur l'exécution budgétaire 2010 et une présentation du budget 2011.

Nous ne vous détaillons pas ici l'intégralité des discussions. La CGT est intervenue pour dénoncer la forte baisse de la dotation globale de fonctionnement en 2011(- 2,24%). La DGFIP s'est vu imposer une diminution des crédits dans le projet de loi de finances pour 2011.

Ce budget découle des décisions de réduction de la dépense publique de 100 milliards d'euros d'ici 2013, considérant que le service public ne représente qu'un coût. Nous considérons que le service public doit disposer des moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement de l'ensemble des missions.

Les postes de dépenses fluides (gaz, etc.) augmentent fortement. Les dépenses de ménage sont également en hausse suite à des congés

maladie et aux départs en retraite de personnels berkanien. Malheureusement, le marché national pour le ménage a de nouveau été attribué à la société ONET.

Les frais de déplacements semblent également être dans la ligne de mire avec le principe affirmé d'appliquer le tarif le moins onéreux défavorable à l'agent en déplacement.

Une contribution supplémentaire de 0,64% en faveur des « politiques de l'emploi » (dont on constate l'efficacité tous les jours!) est imposée à la Direction du Morbihan soit 28 995€ en moins pour le budget départemental.

**L'ensemble des organisations syndicales a voté contre ce budget de régression.**

## Expérimentation de Rialto investigation

Les objectifs de cette nouvelle application sont apparemment dictés par un souci de traçabilité et de retrouver plus facilement les investigations des vérificateurs « Valoriser l'activité des vérificateurs et les investigations réalisées ».

**La 3ème brigade de contrôle fiscal est « expérimentatrice » dans le Morbihan.** La Cour des Comptes avait également averti la DGFIP qu'elle voulait savoir ce qu'il y avait dans les vérifications sans redressement, c'est parait-il aussi une des raisons de la mise en place de cet outil. C'est une application nationale qui a pour but d'être partagée (logique de mutualisation).

L'outil semble répondre à une demande du réseau mais pour l'instant il est jugé par les

départements expérimentateurs comme trop lourd et avec une navigation difficile.

Sa généralisation est prévue en 2012, les collègues travaillent à son amélioration.

Le Directeur a affirmé qu'il n'y a pas de volonté de flicage mais qu'il y a besoin de développer de plus en plus le contrôle interne y compris dans les brigades, « c'est une question de sécurité ». Nous en doutons. Les collègues vérificateurs redoutent, avec cet outil, de perdre la maîtrise du Contrôle Fiscal et pensent que c'est une application bloquante et structurante.

**Au niveau national comme au niveau local, nous serons vigilants sur les conditions de mise en oeuvre de sa généralisation.**

### Vos représentants CGT Finances Publiques en CTPD

Marie Annick MAIGNAN (Trésorerie AURAY)  
Christophe RISSEL (SIE LORIENT NORD)  
Anouk LE CLOREC (DIRECTION VANNES)  
Expert: Ludovic GUIBOUD (SIP VANNES GOLFE)